



Jean-Paul LECOQ

12, rue Michel Gautier

76600 LE HAVRE

Jean-paul.lecoq@assemblee-nationale.fr

Le Havre, le 14 septembre 2021

Communiqué

Projet de plan social et conflit social, usine OMNOVA SYNTHOMER de Sandouville :

Il y a urgence à agir

Après un premier conflit social en début d'année, depuis plus d'une semaine un mouvement de grève des salariés de l'usine Synthomer, ex-Omnova, de Sandouville près du Havre, spécialisée dans la fabrication de polymères synthétiques, illustre malheureusement une nouvelle fois les fortes inquiétudes accompagnant l'application du projet stratégique de ce groupe en France.

En effet, depuis le rachat d'Omnova par le groupe britannique Synthomer en juillet 2020, l'usine de Sandouville est concernée par un plan de transformation accompagné d'une délocalisation des fonctions supports.

Le plan social envisagé (PSE) vise également à intégrer une refonte des organisations de travail dans les services en charge de l'hygiène, de la sécurité et de l'environnement (HSE), technique et procédés, maintenance et production. **117 emplois sont concernés par des suppressions ou des modifications, sur les 225 existants.**

Visiblement fermée à tout dialogue social, la direction a refusé de participer à des réunions avec les représentants du personnel, laissant les salariés et leurs familles en proie avec une forte anxiété, alimentant bien naturellement leur colère. Situation d'autant plus préoccupante et urgente à apaiser qu'elle touche un site SEVESO seuil haut.

Inquiet face à ce climat délétère imputable à la direction, mais aussi sur les conséquences industrielles désastreuses que pourrait engendrer ce plan social si l'on devait s'en tenir aux objectifs annoncés par ce groupe, j'engage ce jour deux démarches :

- **L'une en direction des ministres de l'Industrie et du Travail** pour demander l'intervention immédiate de l'Etat, et pour que me soit communiquées les aides publiques que cette entreprise a pu percevoir tant dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire, que, le cas échéant, du Plan de relance, ou encore en matière de CICE et de Crédit Impôt Recherche (CIR).

A l'heure où la réindustrialisation du pays et la relocalisation des productions sont annoncées dans les objectifs du gouvernement, je suis convaincu que l'Etat ne peut rester silencieux face aux menaces de suppression massive d'emplois sur un site Français qui se porte parfaitement bien sur le plan économique.

- **L'autre en direction de madame la Sous-préfète** pour lui demander l'organisation d'une table ronde en Sous-préfecture associant : les représentants du personnel, la direction de l'usine, le Maire de Sandouville, les représentants de la Région, du Département, de la Communauté Urbaine, de la CCI, et bien entendu ma collègue députée dont la circonscription s'étend comme la mienne sur la zone industrielle.

Cette initiative permettrait de contribuer à renouer le dialogue social au sein de l'entreprise, tout en délivrant un signal fort à la direction du groupe sur l'attachement de notre bassin industriel au maintien de cette entreprise, de ses unités de production et de recherche développement, et de tous ses emplois.

Pour suivre mon activité parlementaire :

- Site Internet : <http://www.jeanpaul-lecoq.fr/>
- Site de l'Assemblée : http://www2.assemblee-nationale.fr/deputes/fiche/OMC_PA335612
- Compte Facebook : « Jean-Paul LECOQ »
- Chaîne You Tube : « Jean-Paul LECOQ »